

LE TEMPS

21.06.2019, Boris Busslinger

Le parlement rejette deux initiatives anti-pesticides.

Après de très longs débats, le Conseil national s'est prononcé contre davantage de règles en matière de pesticides. Les agriculteurs se félicitent de la décision.

Lorsque la discussion concerne le monde paysan, le parlement s'embrase. Avec deux initiatives populaires portant sur l'agriculture – «Pour une Suisse sans pesticides de synthèse», dont l'objectif est dans le titre, et «Pour une eau potable propre et une alimentation saine», qui pour sa part veut priver de subventions les exploitations qui utilisent des pesticides ou qui ne parviennent pas à nourrir leurs animaux avec leur propre production –, la règle a été amplement respectée. Après avoir croisé le fer avec la gauche pendant près de neuf heures (le débat avait commencé mercredi déjà), et par 131 voix contre 54 et 130 voix contre 58, la majorité bourgeoise du Conseil national a fini par trancher en leur défaveur. Aucun contre-projet n'a été retenu non plus.

«L'immigration détruit la biodiversité»

«La population veut du changement!» ont pourtant martelé PS, Verts et Vert'libéraux ce jeudi. «Plusieurs études montrent que des exploitations qui utilisent une méthode biologique ou la permaculture ont des rendements financiers supérieurs aux exploitations traditionnelles», a plaidé Daniel Bré-laz (Verts/VD) à la tribune. Carlo Sommaruga (PS/GE) lui a emboîté le pas: de nombreux procès sont en cours à l'étranger pour établir la responsabilité des grands producteurs de produits phytosanitaires. «La réalité est là. Il faut agir.» Son collègue Samuel Bendahan (PS/VD) a même invoqué l'apocalypse. Sans succès.

«Ces attaques contre le monde paysan sont absolument intolérables», leur a rétorqué le président de l'UDC, Albert Rösti (BE), soutenu par le clan bourgeois. «Chaque kilo de moins produit en Suisse sera importé», a tonné le Bernois, rappelant à ses collègues que la population avait soutenu à près de 80% le renforcement de l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires indigènes en 2017. Pour lui, le problème vient avant tout de l'étranger: «Nous avons absorbé un million de personnes en dix ans! C'est de là que viennent les plus grands dégâts à l'environnement.»

Les métabolites pertinents

En charge du dossier, le conseiller fédéral Guy Parmelin s'est perdu dans une explication particulièrement détaillée sur la présence de métabolites pertinents et non pertinents dans l'eau, avant de résumer: «Le Conseil fédéral partage plusieurs des objectifs exprimés par les initiatives, mais il propose déjà des mesures destinées à réduire les impacts sur l'environnement sans limiter excessivement la

production agricole suisse. Il recommande le rejet des deux propositions sans contre-projet.» Ce que le parlement a fait, salué par l'Union suisse des paysans. Le dossier passe au Conseil des Etats.